Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

Vu l'Arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

Vu la décision 2023-043 du 22 décembre 2023 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2024,

ARRÊTÉ :
DPR-2024-0673

Vu la demande du 05 juillet 2024 de l'entreprise Paysages des 2 rivières, sise au 6 rue du Bois Simon – 44690 Château-Thébaud,

OBJET :
Arrêté DPR-2024-0673
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
benne, camion toupie,
véhicule poids lourd -
8 avenue
Saint-Dominique –
du 15 au 25 juillet 2024

Considérant que l'entreprise Paysages des 2 rivières souhaite occuper le domaine public avec une benne, un camion-toupie ainsi qu'un véhicule poids lourd, 8 avenue Saint-Dominique à Saint-Herblain, du 15 au 25 juillet 2024,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières pendant la durée des travaux,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du 15 au 25 juillet 2024 de 07h00 à 17h00, l'entreprise Paysages des 2 rivières est autorisé à occuper le domaine public avec une benne, un camion-toupie ainsi qu'un véhicule poids lourd, au droit du 8 avenue Saint-Dominique à Saint-Herblain.

ARTICLE 2 : Les mesures et conditions suivantes seront appliquées sur la voie précitée :

- **stationnement AUTORISÉ mi-trottoir / mi-chaussée** pour la benne pour une durée de quatre jours (du 15 au 18/07) ;
- **stationnement AUTORISÉ mi-trottoir / mi-chaussée** pour le camion-toupie sur une demi-journée (le 19/07) ;
- **stationnement AUTORISÉ mi-trottoir / mi-chaussée** pour le véhicule poids lourd sur une demi-journée (le 25/07) ;
- neutralisation partielle du trottoir et de la chaussée pour les interventions ;
- stationnement **INTERDIT** aux véhicules autres que ceux du chantier ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la visibilité et à la sécurité des usagers.

ARTICLE 3 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en permanence.

ARTICLE 4 : **L'entreprise Paysages des 2 rivières** devra assurer la libre circulation des riverains aux abords du chantier. Elle devra également les informer de l'intervention mise en place.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place par **l'entreprise Paysages des 2 rivières**, chargée des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant les travaux.

ARTICLE 6 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R417-10 paragraphe II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 7 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur la voie publique et imputable au chantier sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 8 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant total de 60 €, soit :

- **48 €** pour le stationnement d'une benne à gravats sur le domaine public pendant 4 journées (12€ x 4 journées) ;
- **6 €** pour le stationnement d'un camion-toupie sur le domaine public pendant 1 demi-journée.
- **6 €** pour le stationnement d'un véhicule poids lourd sur le domaine public pendant 1 demi-journée.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la ville.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale, Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 11 JUILLET 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu en préfecture de Nantes et publié le 11 juillet 2024